

## LA MARCHÉ DE LA CNCD EMPÊCHÉE

## Le véhicule de Saïd Sadi et Ali Yahia filé et percuté

Le président du RCD et le président d'honneur de la LADDH, Saïd Sadi et Ali Yahia Abdenour, qui rejoignent la marche réprimée de la CNCD depuis le boulevard Bougara à El Biar, ont été pris en filature par une voiture de police, une Skoda blanche. Leur véhicule a été percuté de plein fouet par une Polo qui a grillé une priorité près du cinéma l'Afrique, rue Khelifa-Boukhalfa. Selon le RCD, la Polo appartient aussi à la police.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir)

Vraisemblablement, la police a eu à l'idée ce samedi d'empêcher Saïd Sadi et Ali Yahia Abdenour de rejoindre la marche de la Coordination pour le changement et la démocratie (CNCD) qui devait s'ébranler à 11 heures de la place du 1<sup>er</sup>-Mai vers la place des Martyrs. Saïd Sadi, qui nous a fait part de cette filature policière, en est convaincu. Le véhicule à bord duquel il se trouvait en compagnie de Ali Yahia Abdenour a vu une Skoda blanche collé à son pare-choc depuis le boulevard Bougara. Les occupants de la Skoda communiquaient par talkies-walkies le chemin pris par leur véhicule pour parvenir à la place du 1<sup>er</sup>-Mai. Arrivés près du musée du Bardo, Saïd Sadi et Ali Yahia Abdenour ont été pris dans un embouteillage encore plus dense que celui aux heures de pointe des jours ouvrables. Saïd Sadi et Ali Yahia, sortis de l'embouteillage après de longues minutes, ont décidé d'emprunter un chemin de bifurcation, par Ghermoul. Arrivés au niveau du cinéma l'Afrique, rue Khelifa-Boukhalfa, leur véhicule est

percuté par une Polo qui venait de griller une priorité. Les deux hommes et le chauffeur s'en sortent indemnes. Mais leur véhicule est sérieusement endommagé. Pour le RCD, nul doute, tout comme la Skoda blanche, la Polo appartient à la police. Nous ne devons pas arriver jusqu'à la place du 1<sup>er</sup>-Mai», témoigne Saïd Sadi, poursuivant : «Nous avons malgré tout continué à rouler jusqu'à la rue Hassiba-Ben-Bouali. Là, nous nous sommes retrouvés en face d'une centaine de policiers qui ont entrepris promptement de ralentir notre progression vers la place du 1<sup>er</sup>-Mai. Mais nous ne nous sommes pas laissés repousser et nous avons pu, non sans peine, parvenir au rond-point de la place du 1<sup>er</sup>-Mai. Là, les policiers nous ont encerclés et, malgré notre résistance, nous nous sommes retrouvés, sous leurs charges musclées, poussés vers l'intérieur de l'hôpital Mustapha.» Contrairement à lundi dernier où la police a été extrêmement permissive avec les gardes communaux qu'elle a, d'ailleurs, laissé battre le pavé depuis la place des Martyrs jusque



Les manifestants bloqués par des centaines de policiers.

devant l'Assemblée populaire nationale (APN), ce samedi les forces anti-émeutes ont, non seulement bouclé hermétiquement le périmètre de la place du 1<sup>er</sup>-Mai, mais ont, à force de charges, fragmenté en petits

groupes les manifestants. Ces derniers ont été repoussés dans toutes les directions. Attitude sectaire que Saïd Sadi n'a pas manqué de relever, les gardes communaux étant en effet un corps constitué.

En même temps que l'empêchement de la marche, la police a procédé à des interpellations. Neuf manifestants ont été interpellés et conduits au commissariat du 8<sup>e</sup> arrondissement. Sept ont été relâchés

après l'intervention des députés du RCD. Deux autres ont dû d'abord être conduits au Commissariat central pour être entendus. Ces derniers ont été interpellés alors qu'ils défilaient avec une affiche sur laquelle était imprimée la photo immortalisant la poignée de mains en juillet 1999 entre le président Bouteflika et Ehud Barak. Un autre manifestant a été blessé et soigné au niveau de l'hôpital Mustapha.

Les manifestants se sont dispersés dans le calme après près d'une heure et demie de résistance aux charges de la police. Il était impossible de marcher face à un dispositif policier aussi impressionnant que celui déployé chaque samedi depuis le 22 janvier dernier. La CNCD devra tenter de marcher encore le samedi 19 mars.

S. A. I.

## MOUSSA TOUATI À ORAN :

## «Au FNA nous ne dirons pas “dégagez”, mais rendez l'argent du peuple et restez»

Ce samedi, durant la rencontre régionale qui a regroupé les militants du FNA à Oran, au niveau de la salle de cinéma Es Saâda, le président du parti a voulu rappeler aux dirigeants du pays que le peuple ne leur faisait plus confiance et que les décisions prises en vue de s'assurer la pérennité au pouvoir ne sont qu'un leurre sans longévité.

Et Touati d'ajouter : «Cet argent qu'ils tendent aux citoyens ne leur appartient pas, c'est celui du peuple. Le pays est paralysé au niveau de tous les secteurs, les hôpitaux, l'université, l'affluence vers les agences Ansej après les dernières annonces... rien ne va plus, l'heure est au changement.» Tout en rappelant le sort des présidents qui n'ont pas voulu accepter l'alternance au pouvoir et ont la mainmise sur les biens de leurs pays, il dira encore qu'«il faut apprendre du sort de Ben Ali, Moubarak, et de ce que vit

Kadhafi. A nos dirigeants nous ne dirons pas le fameux terme “dégagez”, mais nous leur disons seulement rendez l'argent du peuple que vous avez pris et qui est dans des banques à l'étranger et n'attendez pas qu'il soit gelé comme ce fut le cas de l'argent des présidents ou dirigeants de gouvernement récemment déchus. Rendez-le et restez quitte à aller jusqu'au bout de votre mandat ou de votre retraite, et même si vous deviez mourir sur la chaise, mais au moins rendez l'argent au pays».

Au sujet de la suspension de sa participation au Parlement, Moussa Touati motive cette décision par le fait qu'«en dépit de plusieurs interpellations, les autorités n'ont jamais daigné satisfaire aux revendications inhérentes à la place et au statut des représentants du peuple au sein des assemblées élues et à tous les autres niveaux». A l'annonce de cette suspension, le FNA avait évoqué le recours à

un sit-in de protestation pour que soit retiré les projets de loi sur la commune et sur la wilaya, proposés au Parlement. A ce sujet, il dira que «le jour n'a pas encore été décidé étant donné qu'un débat est ouvert à ce sujet et nous attendons d'abord de voir si ces discussions apporteront satisfaction».

Concernant l'adhésion d'autres groupes parlementaires à leur initiative, le président du FNA dira qu'«il y a des initiatives allant dans ce sens, d'ailleurs, même des partis de l'Alliance, pourraient adhérer à cette initiative».

Concernant justement la situation entre les partis de l'Alliance il ajoutera qu'«au sein de cette Alliance, il n'y a jamais eu de véritable alliance : ils étaient liés par des intérêts et aujourd'hui cette Alliance connaît des dissensions, car chaque parti a compris que son intérêt est avec les citoyens».

Amel B.

## CONSTANTINE

## Sit-in du Collectif des enseignants contractuels

Infatigable, le collectif des enseignants contractuels de Constantine, ne décolère pas et continue de faire pression sur les pouvoirs publics pour réclamer leur intégration dans leurs postes respectifs et, ceci, sans passer au préalable par un concours».

Ils étaient près d'une centaine d'enseignants vacataires, relevant des trois paliers de l'éducation nationale, à se rassembler, hier, devant la direction de l'éducation de Constantine, le cabinet du wali et le siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) pour déplorer la situation dans laquelle ils se trouvent depuis longtemps et dénoncer,

notamment, «le mépris affiché par la tutelle à leur égard». Reçus par M. Lebili, SG de la direction de l'éducation, ce dernier aurait expliqué aux représentants des manifestants que «leurs revendications, quoi que légitimes et fondées, dépassent les compétences de la DE».

Aussi, dans une lettre reprenant leurs doléances adressée au premier magistrat du pays, et dont des copies ont été remises aux responsables locaux, à savoir le wali de Constantine, le secrétaire général de la DE et le P/APW, les enseignants contractuels ont demandé «l'intervention du président de la République afin qu'ils soient intégrés dans leurs postes respectifs

sans passer par des concours» lesquels concours, lit-on dans la lettre de doléances, «sont entachés d'irrégularités et de dépassements».

«Le bon sens aurait été de nous maintenir dans les postes que nous occupons déjà depuis plusieurs années, au lieu de recruter des gens sans aucune expérience», clame Brahim, enseignant contractuel en éducation physique depuis 2005.

Et à un autre d'ajouter : déçus par les résultats du dernier concours de recrutement «de par notre expérience, on a bel et bien le bagage nécessaire à même de garantir aux élèves un meilleur encadrement».

Farid Benzaid

À L'INITIATIVE  
DU COLLECTIF LMGSit-in devant la  
prison de Babar

Une forte mobilisation de la société civile, chapeautée par le collectif LMG, a envahi en ce début de semaine les alentours de la prison de Babar pour demander la libération immédiate du résistant, moudjahid et patriote M. Gharbi, condamné à mort puis à 20 ans de prison, suite à sa réaction au titre de légitime défense après avoir été menacé par un terroriste repent, à Souk-Ahras. Des jeunes, venus des quatre coins du pays, représentant le groupe LMG, des syndicalistes, des militants et animateurs d'associations, accompagnés de la famille du patriote M. Gharbi sont venus en masse au siège de la prison. Les manifestants sont décidés à passer le message aux autorités de la prison et aux autorités compétentes, à savoir le premier magistrat, président de la République, et le ministre de la Justice pour permettre à cet homme de retrouver sa liberté et rejoindre sa famille et terminer paisiblement sa vie totalement consacrée à sa patrie. Selon l'un des leaders de ce mouvement honorable, Babaci Khaled, M. Gharbi devrait être libérable après une demande de grâce destinée au président de la République qui permettrait d'annuler les dix autres années de réclusion restantes, l'amende de 1 milliard à laquelle il a été condamné ayant été déjà réglée. Un autre membre a déclaré que l'affaire Gharbi n'est pas une affaire de justice, mais une affaire de conscience. Selon une source proche du groupe, un autre sit-in est prévu pour le 15 mars devant le ministère de la Justice.

Benzaïm Abdelouahab